

Six points sur le moment européen

BERNARD GUETTA, membre du conseil de surveillance de Libération

LIBÉRATION, 12/05/2010

C'était tout de suite. C'était maintenant. C'était l'intégration ou la désintégration et sursaut il y a eu dimanche. Parce que la terre se dérobaît sous leurs pieds, que la perte de confiance dans la monnaie unique et les économies européennes les menaçait tous et, avec eux, l'ensemble de l'économie mondiale, les Vingt-Sept ont choisi la solidarité et sont entrés, par là, sur la voie de l'intégration, avec le soutien du FMI et l'appui des Etats-Unis.

Dans l'histoire de l'unification européenne, c'est un moment décisif. Peut-être est-on, désormais, à la veille de mesures d'harmonisation progressive des économies de la zone euro puis de l'Union. Peut-être vient-on d'entrer, enfin, dans l'antichambre de l'Europe politique, dans une dynamique fédérale pouvant, à terme, redonner force à l'utopie des Etats-Unis d'Europe. C'est possible, mais cet instant d'audace et de lucidité peut tout aussi bien rester sans lendemain. Le souffle peut manquer aux Vingt-Sept et l'Union finir par se déliter, malgré ce sursaut.

Six points pour mieux comprendre où l'on en est et où on peut aller peut aller.

1) Il est encourageant que cette décision de créer un mécanisme d'intervention doté de telles sommes ne tombe pas du ciel mais s'inscrive dans une évolution de dix-huit mois. Sous le coup du krach de Wall Street, d'abord, la France et l'Allemagne s'étaient rapprochées pour

défendre ensemble une régulation des marchés internationaux, le modèle européen contre le modèle anglo-saxon. Leur succès a été relatif mais, en termes d'objectifs au moins, elles ont ainsi marqué des points et ont décidé, ensuite, de coordonner leurs propositions pour redonner à l'Union la locomotive dont leurs désaccords l'avaient privée. C'est ensemble qu'elles ont rallié leurs partenaires au principe d'un gouvernement économique de l'Europe que, longtemps, la France avait été pratiquement seule à défendre. On en était là lorsque la crise grecque a succédé à celle de Wall Street et l'Allemagne a finalement accepté que la zone euro vole au secours de la Grèce, que soit, autrement dit, contourné un interdit qu'elle avait fait inscrire dans les traités par crainte que la monnaie unique ne devienne un parapluie sous lequel des gouvernements pourraient laisser filer leurs déficits.

2) Avec la création, dimanche, de ce fonds d'intervention, l'Union prend de plus en plus l'allure d'un Etat - d'un Etat de type fédéral bien sûr, mais d'un Etat unitaire qui se défend en bloc, refusant d'abandonner à leurs difficultés ses régions grecque, espagnole ou portugaise. C'est un tournant qui, pour être obligé, n'en est pas moins profond et, dans la mesure où ces aides seront conditionnées, comme pour la Grèce, à de strictes mesures d'assainissement financier, une coordination macroéconomique et des cadres budgétaires communs se mettent en place, sur le papier en tout cas. Cette coordination n'étant pas durablement envisageable sans une harmonisation des politiques sociales et fiscales, c'est bien vers ce gouvernement économique commun dont le principe est entériné depuis l'année dernière que l'Union paraît, aujourd'hui, marcher.

3) Helmut Kohl et François Mitterrand, les pères de l'euro, avaient parié que la monnaie unique accoucherait, à la première crise, de ces politiques économiques communes sans lesquelles il ne peut pas y avoir de monnaie commune. C'était un quitte ou double mais, à ce jour, les faits leur donnent raison.

4) Ce moment vient prouver à nouveau que la «main invisible du marché» n'est qu'un rêve de libéraux. Les marchés ne sont ni sages ni prévoyants. L'argent est moutonnier et peureux. Il ne voit pas plus loin que le profit immédiat et ses paniques le mènent à s'autodétruire en semant la ruine. Le marché a besoin de règles que de moyennes puissances ne sont plus à même de leur imposer dans une économie mondialisée. Seuls le peuvent des Etats de taille continentale, celle qu'aurait l'Europe politique.

5) Cette puissance publique européenne n'a jamais paru si près de s'affirmer mais elle peut, très vite, être tuée dans l'œuf par un refus massif des mesures d'austérité qu'impose l'endettement des Etats.

6) Ces mesures ne peuvent être acceptées que si l'effort à consentir est justement réparti. Le rétablissement des comptes publics est une nécessité mais il n'y a pas une rigueur mais plusieurs, celle qui n'est demandée qu'aux plus modestes et celle qui frappe, d'abord, ceux qu'elle fera le moins souffrir. Ce choix relève de rapports de force et de décisions politiques - de la démocratie, européenne en l'occurrence. Sans démocratie et débats paneuropéens, l'Europe politique ne se fera pas. L'Europe se déferait alors, bien plus sûrement encore que dans la panique des marchés.